

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2026/440

Occupation du domaine public,
Restriction de circulation,

Du lundi 19 Octobre 2026,
Au vendredi 05 Février 2027,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux de
requalification du carrefour, par l'entreprise
COLAS, il est nécessaire d'occuper les emprises et
de restreindre la circulation au droit de La
Chaussée Pontpoint et de l'Avenue du Poteau.

ARRÊTONS

Article 1 : La société **COLAS** est autorisée à intervenir sur le domaine public, au droit de La Chaussée Pontpoint et de l'Avenue du Poteau, du lundi 19 Octobre 2026 au vendredi 05 Février 2027.

Article 2 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée par feux ou manuel k10 avec une limitation de vitesse à 30km/h, au droit de La Chaussée Pontpoint et de l'Avenue du Poteau, du lundi 19 Octobre 2026 au vendredi 05 Février 2027.

Article 3 : La société **COLAS** se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 4 : Les circulations seront adaptées en fonction des travaux.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : La société **COLAS** est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

Article 7 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
- Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis

Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 09 OCT. 2026



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation,

Cédric DELATEN
4^{ème} Adjoint au Maire